

**LE MANIFESTE
AU-DELA
DE LA RÉVOLUTION, DU RÉVISIONNISME
ET DE L'ÉCHEC DES PAYS SOCIALISTES**

*Gérard DUMÉNIL et Dominique LÉVY
MODEM-CNRS et CEPREMAP-CNRS*

Version: 10 mai 2005. Ce texte a été préparé pour la rencontre, Manifeste du parti communiste, organisée par un collectif de personnalités en liaison avec Espace Marx, qui se tiendra à Paris du 13 au 16 mai 1998.

Adresse : CEPREMAP-ENS, 48 bd Jourdan, 75014 Paris, France.
Tél : 01 43 13 62 62, *Fax :* 01 43 13 62 59
E-mail : dominique.levy@ens.fr, gerard.dumenil@u-paris10.fr
Site Web : <http://www.jourdan.ens.fr/levy/>

RÉSUMÉ

LE MANIFESTE AU-DELA DE LA RÉVOLUTION, DU RÉVISIONNISME ET DE L'ÉCHEC DES PAYS SOCIALISTES

Le Manifeste prend appui sur la transition entre féodalisme et capitalisme pour établir la thèse de l'historicité du mode de production capitaliste, et du nécessaire avènement du socialisme, la société sans classes. Plus que d'entraver le développement des forces productives, le capitalisme est incapable de contrôler les effets des forces qu'il déchaîne : crises et antagonismes de classe. Il crée ainsi la nécessité de son dépassement sous la conduite du prolétariat. L'histoire n'a pas confirmé cette analyse et une certaine révision s'impose. Du *Manifeste*, nous conservons la problématique, dite du *matérialisme historique* : la dialectique des forces productives et des rapports de production, la structure de classe, la relation entre ces deux éléments, la relation des classes à l'État. Comme le capitalisme était issu du mode de production féodal, le capitalisme donne naissance à nouveau mode de production. La révision tient au fait que ce mode de production est encore un mode de production de classe, que nous nommons *cadrisme* du nom de la nouvelle classe dominante. La même problématique permet d'appréhender les formes contemporaines de cette transition, dans le capito-cadrisme, une formation sociale hybride. Elle fournit également les clefs de l'interprétation de l'expérience des pays socialistes, comme tentatives de transition radicale, qui dégénérèrent dans des variantes étatiques autoritaires du cadrisme. Le combat pour l'abolition des classes doit tenir compte de ces évolutions.

ABSTRACT

THE MANIFESTO BEYOND REVOLUTION, REVISIONISM, AND THE FAILURE OF SOCIALIST COUNTRIES

The communist manifesto relates the thesis of the historical character of capitalism and the future transition to socialism to the transition from feudalism to capitalism. According to the manifesto, capitalism unleashes tremendous productive forces, yet it is unable to control its consequences resulting in crises and class antagonisms. Capitalism is eventually superseded under the leadership of the working class. Unfortunately, history did not conform to this analysis and thus some revision is necessary. What can be preserved from the analytical framework of the manifesto is the analytical framework of historical materialism : including the dialectic of the productive forces and relations of production, class relationships and the relationship between classes and the state. Just like capitalism arose from feudalism, capitalism itself will usher in a new mode of production. The crucial revision from the manifesto is that this mode of production is marked by new class relations. We denote this new mode of production as "managerialism" [*Cadrisme*]. Accordingly, the manifesto provides the underpinnings of an interpretation of managerial capitalism [*Capito-cadrisme*], a new hybrid social formation, the contemporary form of the social transition toward managerialism. It also provides the foundation for analysis of the experience of the socialist countries, as attempts toward a radical transition toward managerialism which degenerated into authoritarian forms. The struggle for the disappearance of class relationships must take account of these evolutions.

MOTS CLEFS : Manifests, capitalisme, socialisme, rapports de production, classes, transition.

KEYWORDS : Manifesto, capitalism, socialism, relations of production, classes, transition.

Nomenclature J.E.L. : P00.

Introduction

On peut s'émerveiller de la fascination que le *Manifeste* exerce encore 150 ans après sa parution, et s'étonner de la justesse et de la modernité de bien des notations qu'on y décèle. Mais si l'on veut faire de cet anniversaire autre chose qu'un éloge funèbre, il faut dépasser cette problématique du souvenir pour aborder le message du *Manifeste* de manière à la fois constructive et critique. C'est, à notre avis, la meilleure manière de le perpétuer.

Pendant ce siècle et demi, le capitalisme a fortement évolué, et il est difficile de s'en tenir à la lettre du *Manifeste*. Sur cette base, tout un éventail d'attitudes diverses se sont constituées, réformisme, rejet pur et simple ou report vers un avenir lointain, transposition planétaire :

1. On le sait, le révisionnisme et le réformisme furent les premières réponses apportées au constat de l'écart entre les analyses du *Manifeste* et les faits. Le capitalisme peut être transformé progressivement et de l'intérieur. S'y affirme en effet une tendance à la socialisation, qu'il faut contribuer à renforcer, à pousser à son terme. Ce point de vue fut celui des sociaux-démocrates allemands avant la Première Guerre mondiale et commanda leur action ; il motivait encore, semble-t-il, les tenants du programme commun de la gauche française ; c'était récemment celui de la social-démocratie suédoise.
2. La réaffirmation de certains caractères fondamentaux du capitalisme dans le néolibéralisme a largement contribué à redonner du crédit à la thèse de la supériorité des rapports de production capitalistes sur toute autre forme d'organisation sociale. L'acquis de décennies de luttes, d'intervention étatique et de protection sociale est venu se dissoudre dans les prétendues exigences de la crise qui débuta dans les années 1970. Jamais la survie du capitalisme n'aurait été aussi fortement assurée que dans les sociétés contemporaines. Le marché, dit-on, est omniprésent ; et les marchés monétaires et financiers mènent la danse dans un capitalisme mondialisé et globalisé. Même si on ne se faisait pas d'illusion concernant leur nature sociale, la chute des pays socialistes est venue renforcer cette conviction.
3. Certains analystes tendent cependant à reproduire, de nos jours, une démonstration similaire à celle de Marx et Engels. Si le capitalisme s'est adapté dans les pays avancés — sans qu'il soit nécessaire d'en dresser un tableau avantageux —, les contradictions s'accumulent dans le tiers-monde¹. Cette reformulation des thèses du *Manifeste* tire également argument de détériorations écologiques planétaires. Toutes ces contradictions, engendrées par la quête capitaliste du profit, évoluent de façon antagonique, laissant présager un bouleversement radical.

1. S. Amin, *Les défis de la mondialisation*, Paris : L'Harmattan (1996).

Nous partageons certains aspects de ces thèses. Oui, la société sans classes n'est pas pour demain, et le capitalisme n'est pas mort ; il se transforme, et les luttes des exploités ont permis et permettront encore d'obtenir nombre d'améliorations de leur sort, au moins d'éviter sa détérioration. Oui, les tensions occasionnées par les inégalités sur le plan mondial ont un caractère dramatique et ne font peut-être que s'accroître, de même que le capital semble inapte à prendre en charge la préservation de la planète. Pourtant, nous ne pouvons suivre aucune de ces analyses jusqu'à son terme. Aux tenants de la pérennité des rapports de production capitalistes, nous répondons que l'histoire ne s'est pas arrêtée et qu'elle a toujours un sens. Aux réformistes, s'ils croient encore en un avènement progressif de la société sans classes, nous disons que l'histoire leur a prouvé qu'ils sous-estimaient les caractères de classe de nos sociétés, les résistances des classes dominantes et la capacité des sociétés humaines à engendrer de nouveaux rapports de domination. Aux nouveaux catastrophistes planétaires, nous rappelons que, des deux branches de l'alternative entre socialisme et barbarie, rien n'implique que la première s'impose sur la seconde. Ceux qui détiennent la richesse matérielle et la puissance de feu qu'elle commande, laisseront le tiers-monde s'enfoncer dans la misère et ne seront pas militairement débordés par sa révolte ; les destructions écologistes les atteindront moins que les autres, et ils seront les plus aptes à survivre dans une planète surchauffée. Toutes ces critiques sont largement fondées, mais elles ne commandent pas le dépassement du capitalisme.

Peut-être est-ce au *Manifeste* qu'il faut en revenir, même si la révision qu'il convient d'opérer est considérable. Son premier message était que les modes de production de classe sont mortels : ils se succèdent historiquement selon des mécanismes dotés d'un certain degré de généralité. Ce qui était arrivé au féodalisme, prétendirent Marx et Engels, menaçait aussi le capitalisme. On était passé du féodalisme au capitalisme, on passerait du capitalisme au socialisme. La première transition apparaissait progressive et relativement continue ; la seconde était décrite comme nécessairement plus brutale, compte tenu de l'aggravation des contradictions du capitalisme et de l'impossibilité de la transmission graduelle du pouvoir de la classe dominante à la classe qu'elle domine.

L'étude d'un siècle et demi d'histoire économique, sociale et politique nous a conduits à la conviction que voici. *Nous suivons Marx et Engels dans leur analyse de l'historicité du mode de production capitaliste, de sa mort programmée, mais l'histoire se répète bien davantage qu'ils ne l'avaient envisagé. La société capitaliste donne naissance, non pas à la société sans classes, mais à une nouvelle société de classe qu'elle nourrit dans son sein, comme le capitalisme dans le féodalisme. La classe dirigeante de cette nouvelle société est celle des cadres, et, à ce titre, nous la nommons cadrisme. Cette société cadriste ne préjuge pas de la venue au monde d'une société sans classes, mais ce n'est pas d'elle que la production capitaliste est grosse.*

Nous ne tirons pas cette conviction d'une spéculation sur ce que pourraient être les sociétés de l'avenir, mais de l'analyse des transformations du capitalisme lui-même. L'objet de notre investigation n'est que secondairement celui de ces rapports postcapitalistes, et principalement celui des mutations de nos sociétés, dans leur passé et leur présent : ce que nous nommons le *capito-cadrisme*, une société hybride où coexistent les deux types de rapports. C'est parce que nous identifions ces tendances dans le capitalisme que nous nous autorisons le pas supplémentaire : l'hypothèse d'une forme pure de ces rapports, au-delà du capitalisme. Cette conviction est considérablement renforcée par l'histoire des pays socialistes, dans lesquels on peut voir des tentatives radicales de construction de telles alternatives au capitalisme.

Cette interprétation renoue, dans une certaine mesure, avec des thèses anciennes concernant les sociétés managériales, technocratiques, bureaucratiques. Elle ne prétend donc pas à la nouveauté. Ce qui nous semble nouveau, c'est le projet d'intégrer cette analyse dans le marxisme, au lieu de la poser extérieurement ou en opposition au marxisme².

On ne saurait nier le caractère révisionniste de notre point de vue. Pourquoi dans ces conditions se réclamer du marxisme et de la démarche du *Manifeste*? C'est que nous estimons que renouer avec la problématique de la succession des modes de production, de la dialectique des forces productives et des rapports de production, des luttes de classe, de la relation des classes aux rapports de production, de celle de l'État aux classes, etc., est une tâche essentielle, un des remparts contre l'idéologie dominante. Le marxisme nous apparaît comme un des seuls moyens de comprendre les transformations des sociétés au-delà de l'apparent triomphe des rapports capitalistes, de l'échec de la révolution et du réformisme, et de tenter d'infléchir le cours des choses.

Peut-on dans ces conditions garder les yeux fixés sur cet horizon lointain—la ligne bleue des Vosges du militant—celui de la venue au monde d'une société sans classes? L'interprétation de l'histoire qu'on propose laisse en effet pendante cette question. Parler d'un mode de production postcapitaliste, est-ce affirmer qu'il faut attendre passivement qu'il vienne lui-même à son terme? A cette question, il faut évidemment répondre par la négative.

Le plan de cette étude est sans détour, compte tenu du programme qu'on vient de tracer³:

1. La première partie se livre à une rapide discussion du *Manifeste*: la transition entre féodalisme et capitalisme, la thèse de l'antagonisme croissant dans le capitalisme et la place, bien faible, qui est faite aux adaptations et au réformisme. Quels sont les principes gouvernant la transition entre féodalisme et capitalisme? Quel était le problème spécifique du capitalisme?
2. La seconde partie est consacrée aux transformations du capitalisme. Que faut-il penser de ce capitalisme où les tendances décrites par Marx et Engels sont toujours à l'œuvre, mais finalement sous contrôle et ne menaçant pas sa survie? Quelles tendances nouvelles ou contretendances, et quelles périodes s'y dessinent?
3. La troisième partie dresse le tableau du *capito-cadrisme*, la séparation de la propriété et de la gestion, la nouvelle structure de classe, les rapports des cadres aux autres classes: ouvriers, employés et capitalistes. Quelles sont enfin les variantes du capito-cadrisme?
4. La quatrième partie prolonge cette interprétation vers l'expérience des pays socialistes. Comment Lénine et les bolcheviques voyaient-ils ce problème des cadres? Quelle fut la nature du stalinisme?

2. Des analyses comme celles de Galbraith ou Chandler se sont développées indépendamment du marxisme (J.K. Galbraith, *The New Industrial State*, Londres: Penguin Books (1969); A.D. Chandler, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Cambridge: Harvard University Press (1977)). Burnham a vu dans la montée du pouvoir des managers une réfutation du marxisme (*L'ère des organisateurs* (1941), Paris: Calmann-Lévy (1969)). On est gêné pour citer des travaux faisant abstraction à cette règle. On peut signaler le livre d'Alain Bihr, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris: L'Harmattan (1989). Son point de vue est celui d'un marxisme radical, critique du "marxisme classique".

3. Cette étude emprunte beaucoup à un ouvrage récent, G. Duménil, D. Lévy, *Au-delà du capitalisme?*, Paris: Presses Universitaires de France (1998).

1 - La révolution programmée

Le message principal du *Manifeste* est bien connu. Le capitalisme est “l’expression ultime, l’expression la plus parfaite du mode de production et d’appropriation fondé sur des antagonismes de classes, sur l’exploitation des uns par les autres⁴”. Il va céder la place à une autre société : “une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous⁵”. Comme il s’agit d’une œuvre politique, presque un programme, ce message révolutionnaire ne devait laisser que peu de place à l’ambiguïté : (1) le mode de production capitaliste n’est pas éternel (la thèse de l’historicité) ; (2) il est le dernier mode antagonique (la thèse de la nécessaire venue au monde d’une société sans classes après le capitalisme). Quant aux possibilités d’adaptation et de réformes, elles apparaissaient bien minces.

Cette vision de l’histoire tire largement argument d’un précédent historique, la disparition des rapports féodaux et l’émergence du capitalisme, mais l’analogie n’est que partielle. Dans les deux cas, il s’agit du remplacement d’un mode de production par un autre, mais le passage du capitalisme à la société sans classes repose sur un certain nombre de caractères spécifiques du capitalisme qui le désignent non pas comme une étape quelconque de l’histoire de l’humanité, mais comme le *dernier* mode antagonique. On ne saurait confronter les analyses du *Manifeste* aux 150 ans d’histoire qui nous en séparent sans distinguer ces points communs et ces différences.

Cette première partie rappelle brièvement les contenus de ces deux transitions historiques que décrit le *Manifeste*, l’une passée, l’autre à venir. On relèvera enfin quelques remarques incidentes de Marx et d’Engels qui auraient pu servir de point d’appui à la justification d’une issue réformiste.

1.1 La transition entre féodalisme et capitalisme

Ce qu’il y a de plus frappant dans la présentation de la genèse du capitalisme par Marx et Engels, c’est le soin avec lequel ils décrivent l’émergence des nouveaux rapports *au sein même* des anciens. Les forces productives et les rapports de production capitalistes s’étaient développés dans les replis de la société féodale. Le *Manifeste* était très clair sur ce thème : “les moyens de production et d’échange qui servirent de base à la formation de la bourgeoisie furent créés dans la société féodale⁶”. Ce n’était qu’à un certain stade de cette émergence que les “entraves” dans lesquelles les anciens rapports enserraient les nouveaux, avaient été brisées. L’existence d’une société duale, au cours de la transition, était pleinement reconnue, ainsi que la *durée* de cette transition.

Un second trait de cette analyse, qui mérite d’être souligné ici, est que le *Manifeste* ne fixait pas de chronologie ou de hiérarchie simple entre les divers aspects de la transition : économiques, sociaux ou politiques. Toutes les transformations étaient décrites comme concomitantes et interdépendantes : les forces productives et les rapports de production se

4. K. Marx, F. Engels, “Le manifeste communiste” (1848), *Œuvres, Économie I*, p. 157-195, Paris : La Pléiade, Gallimard (1963), p. 175.

5. K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 183.

6. K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 166

commandent mutuellement. C'était également le cas du rapport entre la nouvelle classe dominante, la bourgeoisie, et la base économique lui correspondant. La bourgeoisie était tantôt présentée comme le résultat de l'évolution des rapports de production, tantôt comme l'*artisan* des transformations⁷. La simultanéité et l'intrication des processus étaient également soulignées au niveau politique. La bourgeoisie avait apporté avec elle les institutions politiques bourgeoises, elles-mêmes la condition de sa domination, suivant une évolution graduelle⁸.

Pourquoi s'attacher tant à l'analyse de la transition entre capitalisme et féodalisme, alors que la question débattue était celle de la révolution dans le capitalisme ? C'est que Marx et Engels estimaient que, dans ce domaine, l'histoire devait se répéter. Des barrières similaires à celles qu'avait posées le féodalisme aux rapports capitalistes se manifestaient à nouveau, dès le milieu du XIX^e siècle, ce qui mettait, selon eux, le socialisme à l'ordre du jour⁹.

1.2 Antagonisme croissant et auto-émancipation du prolétariat

L'analogie entre les deux transitions, du féodalisme au capitalisme d'une part, du capitalisme au socialisme d'autre part, n'était pas complète dans le *Manifeste*, qu'il s'agisse des luttes de classes ou de la dialectique des forces productives et des rapports de production :

1. Il est très frappant de constater que l'analyse de la lutte de classe motrice de la transition entre féodalisme et capitalisme ne mettait pas explicitement en scène les classes dominées. Il pouvait s'agir d'un affrontement entre les classes dominantes propres aux deux modes de production. On localise là une première différence majeure : les prolétaires, une classe dominée, étaient clairement désignés, au milieu du XIX^e siècle, comme les agents de la naissance des nouveaux rapports de production. On connaît les fameuses formules à l'emporte-pièce :

La société bourgeoise moderne, qui est issue des ruines de la société féodale, n'a pas surmonté les vieux antagonismes de classes. Elle a mis en place des classes nouvelles, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de luttes.

Toutefois, notre époque — l'époque de la bourgeoisie — se distingue des autres par

7. "[...] la bourgeoisie moderne est elle-même le produit d'un long processus de développement, de toute une série de révolutions survenues dans les modes de production et d'échange. [...] Partout où elle est parvenue à dominer, elle a détruit toutes les conditions féodales, patriarcales, idylliques.", K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 163.

8. "La libre concurrence vint s'installer à leur place [à la place des "chaînes" correspondant aux rapports féodaux], avec la constitution sociale et politique adéquate", K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 167. Dans d'autres textes, Marx fut encore plus explicite concernant la genèse des institutions politiques bourgeoises : "Le pouvoir centralisé de l'État, avec ses organes, partout présents : armée permanente, police, bureaucratie, clergé et magistrature, organes façonnés selon un plan de division systématique et hiérarchique du travail, date de l'époque de la monarchie absolue, où il servait à la société bourgeoise naissante d'arme puissante dans ses luttes contre le féodalisme.", K. Marx, *La guerre civile en France, 1871. Adresse du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs* (1871), Paris : Éditions sociales (1963), p. 60. Voir également "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" (1852), *Œuvres IV, Politique I*, p. 431-544, Paris : La Pléiade, Gallimard (1994), p. 531. La progressivité de ce mouvement était bien soulignée dans l'extrait suivant : "Chaque étape de l'évolution parcourue par la bourgeoisie était accompagnée d'un progrès politique correspondant", K. Marx, F. Engels, *Le manifeste*, op. cit. note 4, p. 163.

9. "Depuis plusieurs décennies, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports de production modernes [...]. Les institutions bourgeoises sont devenues trop étroites pour contenir la richesse qu'elles ont créée", K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 167.

un trait particulier : elle a simplifié les antagonismes de classes. De plus en plus, la société se divise en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la bourgeoisie et le prolétariat¹⁰.

La nécessité de la révolution découlait ainsi de la simplification de la structure de classe, la constitution d'une grande masse prolétarienne dans laquelle venaient se fondre les anciennes classes intermédiaires. Cette analyse excluait l'émergence d'une nouvelle classe dominante après la bourgeoisie, et la lutte de classe supposée promouvoir les nouveaux rapports socialistes, était directement celle des classes dominées contre les classes dominantes. A cela s'ajoutait le tableau très sombre de la répartition, qui ne semblait que devoir se noircir. Le salaire était réduit au minimum¹¹ ; la condition des travailleurs à l'usine était intolérable et le salariat, un esclavage ; le travail des hommes cédait devant celui des femmes et des enfants, jugé moins qualifié, donc moins cher. Le prolétariat, laissé ainsi seul face à la bourgeoisie, dans une condition déplorable, devait se libérer par lui-même, s'auto-émanciper.

2. La dynamique des forces productives et des rapports de production susceptible de promouvoir le passage au socialisme était-elle de même nature que celle ayant présidé à la transition entre féodalisme et capitalisme ? Les rapports socialistes se développaient-ils au sein du mode de production capitaliste qui en entravait l'épanouissement ? Quoique peu élaborées, on trouve bien dans le *Manifeste* les deux idées que : (1) des formes de *socialisation*¹² étaient à l'œuvre dans le capitalisme dès le milieu du XIX^e siècle, préfigurant une organisation sociale postcapitaliste¹³ ; (2) les rapports de production capitalistes étaient un obstacle au progrès nécessaire de cette socialisation. L'accentuation des crises et de l'anarchie trouvait ainsi une interprétation¹⁴. On peut expliciter l'analyse du *Manifeste* dans les termes suivants. D'une part, le capitalisme avait engendré des forces productives considérables, difficilement maîtrisables. D'autre part, les limites inhérentes à la propriété privée individuelle du capital interdisaient ou, du moins, freinaient la mise en œuvre des processus de contrôle social requis par cette maîtrise. C'est là un exemple des contradictions internes de ce mode de production : en fait, une forme de déséquilibre, de développement inégal créant une tension. Sur cette base, Marx et Engels extrapolèrent à l'idée d'une maîtrise réalisable au sein d'une société où le processus de socialisation serait plus avancé.

Au total, similitudes et différences entre les deux transitions composent un tableau complexe. De l'apparition des rapports de production capitalistes au sein de la société féodale, ressortent les quatre points suivants : (1) ils s'étaient développés de manière graduelle ; (2) le processus avait été mené par une nouvelle classe dominante ; (3) les rapports de force

10. K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 162.

11. "Le prix moyen du travail salarié, c'est le minimum du salaire, c'est-à-dire la somme des moyens de subsistance nécessaires pour faire vivre l'ouvrier en tant qu'ouvrier. Donc, ce que le salarié s'approprie par son labeur est tout juste suffisant pour reproduire sa vie, et rien de plus." (K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 176).

12. Socialisation est pris ici dans le sens d'un processus mettant en jeu des mécanismes touchant à la société dans son ensemble (et non dans le sens d'une nationalisation, étatisation ou même centralisation).

13. "Le capital est le produit d'un travail collectif et ne peut être mis en mouvement que par l'activité commune d'un grand nombre de membres de la société, voire, en dernier résultat, de tous ses membres. Par conséquent, le capital n'est pas une puissance personnelle, c'est une puissance sociale.", K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 175-176.

14. "Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'une part, en imposant la destruction d'une masse de forces productives ; d'autre part, en s'emparant de marchés nouveaux et en exploitant mieux les anciens. Qu'est-ce à dire ? Elle prépare des crises plus générales et plus profondes, tout en réduisant les moyens de les prévenir.", K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 167.

politiques avaient évolué parallèlement au progrès des forces productives et des rapports de production¹⁵ ; (4) la lenteur du progrès des forces productives tenait à la nature du féodalisme. La situation devait être sensiblement *différente* dans le cas du dépassement du capitalisme : (1) la fin des rapports de production capitalistes se manifesterait de manière soudaine, dans une crise majeure économique et politique ; (2) la responsabilité du processus incombait à la principale classe dominée ; (3) en dépit de certaines avancées de la socialisation dans le capitalisme, une transition politique progressive était impossible (il n'était plus question du passage du relais d'une classe dominante à l'autre)¹⁶ ; (4) il ne s'agissait pas tant, dans le capitalisme, de la lenteur du progrès des forces productives, que de l'incapacité à en maîtriser la vigueur.

On peut noter incidemment que la dictature du prolétariat, qui n'est pas nommée dans le *Manifeste*, simule temporairement le changement de classe dominante avant l'abolition des classes. Elle se coule donc logiquement dans cette analogie historique. A l'ancienne classe dominante, les capitalistes, succède encore une fois une nouvelle classe dominante, le prolétariat.

1.3 Ajustements et réformisme

Cette analyse laissait peu de place aux possibilités de réformes, peu de chances à la réalisation d'un quelconque compromis historique. On peut néanmoins déceler quelques nuances dans cette argumentation implacable. Nous en soulignerons deux :

1. Un premier thème était celui des concessions que les travailleurs avaient arrachées aux capitalistes :

Mettant à profit les dissensions intestines de la bourgeoisie, elle [*la classe prolétarienne organisée*] lui arrache la reconnaissance, sous forme de loi, de certains intérêts des travailleurs. Ainsi, par exemple, la loi des dix heures en Angleterre¹⁷.

La reconnaissance de ces conquêtes entraînait quelque peu en contradiction avec le tableau désespérant de la condition ouvrière que traçait le *Manifeste*. Elle est importante d'un point de vue historique, puisque le mouvement ouvrier dans les pays capitalistes s'est effectivement engagé dans cette voie d'amélioration progressive de la condition des travailleurs, avec les succès qu'on connaît.

2. Le *Manifeste* contenait également certaines remarques ayant trait au dynamisme historique de la bourgeoisie. Le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie, amplement souligné par Marx et Engels, aurait pu suggérer la possibilité d'une adaptation progressive du mode de production capitaliste :

La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des conditions sociales. Au contraire, la première condition d'existence de toutes les classes industrielles antérieures était de conserver inchangé l'ancien mode de production. Ce

15. En dépit de ruptures majeures, comme la révolution française, de blocages ou de retours en arrière, comme la Restauration dans certains pays.

16. De cette vision dérivera la nécessité de la dictature du prolétariat.

17. K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 170-171.

qui distingue l'époque bourgeoise de toutes les précédentes, c'est le bouleversement incessant de la production, l'ébranlement continu de toutes les institutions sociales, bref la permanence de l'instabilité et du mouvement¹⁸.

Ce pouvoir révolutionnaire de la bourgeoisie apparaissait donc considérable. Il touchait d'abord au changement technique, mais Marx et Engels lui prêtaient des vertus beaucoup plus étendues : la capacité d'affecter les "conditions sociales", les "rapports de production", le "mode de production", les "institutions sociales", c'est-à-dire un peu près tous les aspects de la société. Cette analyse établissait aussi explicitement la constance de ces changements dans le temps : "la bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment [...]". Sa portée n'était donc pas limitée à un stade initial d'émergence des rapports bourgeois. Pourtant, le *Manifeste* limitait simultanément la portée de cette thèse : ces bouleversements n'affectaient ni la nature capitaliste des rapports de production, cela va sans dire, ni l'existence de contradictions internes insurmontables historiquement. La bourgeoisie ne pouvait que différer les menaces résultant de ces contradictions mais, ce faisant, elle contribuait à les approfondir.

2 - 150 ans de contradictions et de réformes

Le problème de la confrontation de l'analyse de Marx et d'Engels à l'histoire du capitalisme fut clairement posé dès la fin du siècle, alimentant la controverse entre révisionnistes et marxistes orthodoxes. En s'en tenant à l'essentiel, les positions des uns et des autres sont faciles à caractériser. Pour les révisionnistes, dont la figure emblématique fut Bernstein, l'évolution du capitalisme avait largement invalidé l'analyse du *Manifeste*. Les effets des tendances devant conduire à l'accentuation des contradictions avaient été contrebalancés par des tendances inverses dont Marx et Engels n'avaient pas, disait-on, mesuré l'importance. Les classes intermédiaires, loin de disparaître s'étaient constamment régénérées. C'était également vrai des crises, qui ne devenaient ni plus fréquentes ni plus sévères. Les ouvriers avaient pu conquérir certaines améliorations de leur condition. Les orthodoxes, derrière Kautsky et Lénine, réaffirmèrent vigoureusement le message du *Manifeste*. Certes, bien des choses avaient changé — notamment en ce qui concerne la concentration du capital, la socialisation de la production et l'internationalisation — mais les antagonismes ne faisaient que se renforcer. Certaines transformations avaient permis au capitalisme de survivre plus de 50 ans après la publication du *Manifeste*, mais au prix d'une aggravation de ses contradictions internes, laissant présager de futures crises d'une ampleur sans précédent.

Dans ce qui suit on va s'interroger sur cet écart entre les analyses du *Manifeste* et le devenir du capitalisme. La première section est consacrée aux transformations du fonctionnement du capitalisme. La seconde définit le cadre chronologique de cette évolution, en privilégiant l'exemple de l'économie américaine : quelles en furent les étapes et quel fut leur contenu spécifique ? La dernière section tente une interprétation, en distinguant deux niveaux d'analyse : (1) une tendance générale sous-jacente à ces évolutions vers une meilleure gestion des processus et une socialisation accrue — tant au niveau de la firme

18. K. Marx, F. Engels, *ibid.*, p. 164.

que de la société dans son ensemble—qui renvoie à la dialectique des forces productives et des rapports de production ; (2) la succession de diverses configurations de pouvoir et de compromis de classe qui définissent des périodes de quelques décennies (libéralisme, keynésianisme et néolibéralisme).

2.1 Tendances et contretendances. Contradiction et antagonisme

Que penser de ces sociétés capitalistes où les crises sont toujours inévitables mais ne se sont pas approfondies, où l'inégalité des revenus et des richesses est toujours forte mais où la condition des travailleurs s'est améliorée, où les anciennes couches moyennes traditionnelles se sont amenuisées mais où de nouvelles couches intermédiaires salariées se sont développées ?

La difficulté de caractériser le nouveau cours du capitalisme, même d'un point de vue purement descriptif, est révélatrice de la complexité d'une transformation aux multiples facettes. On peut en dégager trois axes d'interprétation :

1. Il existe bien dans le capitalisme des tendances, mais elles *suscitent* des contretendances. Ce n'est pas simplement que des tendances opposées coexistent ; il s'agit d'une induction des contretendances par les tendances, qui commande les transformations.
2. Cette dynamique des tendances et des contretendances ne s'opère pas de manière continue et régulière. Les tensions s'accumulent et les transformations apparaissent à des moments déterminés, selon des processus d'essais et d'erreurs plus ou moins conscients, et sans empêcher les crises. On peut donc parler de phases d'approfondissement des contradictions, mais il ne faut pas donner à cette accentuation un caractère cumulatif absolu.
3. Ces transformations ont un sens, celui de l'histoire, de la dialectique des forces productives et des rapports de production—ce qui n'exclut pas l'existence de retours en arrière et de bifurcations. Il ne s'agit pas d'une succession contingente de cadres institutionnels.

Il est aisé d'illustrer ces propositions dans chacun des domaines où le *Manifeste* identifiait les racines d'un antagonisme croissant, c'est-à-dire d'une accumulation de contradictions insurmontables :

1. Il est vrai que l'approfondissement des crises est, d'une certaine manière, programmé dans le capitalisme. La tendance à la baisse du taux de profit, la complexification des mécanismes monétaires et financiers, et l'élargissement des marchés créent les conditions d'une instabilité croissante. Cependant, les périodes de troubles plus ou moins graves (crises, chômage massif, guerres...), qui ont scandé l'histoire du capitalisme, ont suscité un progrès des institutions et des politiques macroéconomiques. Ces transformations ont permis de contrecarrer cette tendance, sans jamais l'annuler¹⁹.
2. La réduction du salaire est une caractéristique permanente du capitalisme à laquelle ne fait obstacle que la résistance des travailleurs. Leur lutte a permis de surmonter cette tendance, d'ajouter au salaire direct un système de prestations sociales (accidents du travail, maladie, retraites, chômage) et de diminuer la durée du travail. La détérioration de la

19. C'est ce que nous désignons comme la "thèse de l'instabilité tendancielle" au chapitre 12 de *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Paris : Presses Universitaires de France (1996).

condition des travailleurs dans le procès de travail (le caractère routinier des tâches, l'intensification du travail et la dégradation du travailleur) s'est systématisée dans le capitalisme, en relation aux progrès de la mécanisation et au transfert des tâches de conception et de coordination vers les cadres et employés. Comme dans le cas du salaire, des résistances ont mis certains freins à cette évolution.

3. Bien que la tendance historique du taux de profit ne soit pas mise en avant dans le *Manifeste*, on peut étendre cette analyse à ce nouveau domaine. Compte tenu du biais du progrès technique dans le capitalisme vers la mécanisation, qui commande la hausse de la composition organique du capital, et de la difficulté de faire baisser simultanément la quantité de travail et celle de capital requises par unité produite, les progrès du salaire, de la protection sociale et de la limitation de la durée de travail constituaient de réelles menaces sur la rentabilité du capital²⁰. Un effort de rationalisation constant fut nécessaire pour contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit. Ses effets sur le mouvement effectif du taux de profit varièrent considérablement selon les périodes.

4. La tendance à la disparition des anciennes classes moyennes est bien un fait, même si on peut observer et expliquer ses limites. Mais c'est la même dynamique des tendances et contretendances qui engendra le développement des nouvelles classes moyennes salariées. La rationalisation de l'organisation des entreprises qui permit au capitalisme de s'adapter ne fut obtenue qu'au prix du développement des cadres et des employés²¹. Il en va de même des interventions économiques de l'État qui nécessitent un personnel nombreux dans diverses institutions (ministères, instituts d'études...), qu'il en aille de la politique économique, du contrôle du système bancaire, du droit, de la recherche, de la formation, etc.

Dans ces quatre domaines, considérés isolément ou globalement, on retrouve : (1) la co-existence de la tendance et de la contretendance, ainsi que l'induction de la seconde par la première ; (2) la succession d'épisodes d'approfondissement et de relaxation des tensions ; (3) le sens historique des transformations.

L'analyse de ces processus montre qu'ils ont en commun les progrès de l'organisation, tant au niveau des entreprises que de l'économie et plus généralement de la société dans son ensemble. Ils ont en fait une double dimension : ce sont des progrès de *gestion*, au sens large du terme²², et ils sont porteurs d'une *socialisation croissante*. Ce dernier aspect ne fait que prolonger l'idée suggérée dans le *Manifeste* : la production devient de plus en plus un fait social, et non individuel, tant par la croissance de la taille des entreprises que par l'interdépendance sans cesse accrue des mécanismes. De multiples institutions assurent ces coordinations, au premier rang desquelles il faut placer l'intervention étatique.

20. G. Duménil, D. Lévy, *ibid.*, ch. 17.

21. Bien qu'improductive au sens de la théorie de la plus-value, l'activité de ce personnel contribue à la maximisation du taux de profit dans chaque entreprise, et, en général, pour l'économie totale.

22. On ne peut pas se satisfaire du concept traditionnel de changement technique. La chaîne de montage, par exemple, désigne évidemment une machine, mais on ne saurait la séparer de la nouvelle organisation de l'atelier et de l'entreprise, notamment des nouveaux personnels que son fonctionnement requiert. Outre la production, il faut également prendre en compte la gestion du personnel, des stocks, de la trésorerie, etc. Le personnel en charge de ces tâches regroupe aussi bien les ingénieurs et techniciens que les gestionnaires au sens strict.

2.2 Quelques repères historiques

Les étapes de la mise en place de ces ajustements successifs du capitalisme, leurs avancées soudaines et leurs retards, définissent des périodes de quelques décennies. On va en rappeler les grandes lignes, en privilégiant ici l'exemple de l'économie américaine depuis un peu plus d'un siècle.

A la fin du XIX^e siècle, les pays capitalistes avancés connurent d'importantes fluctuations de leur activité et de graves crises. Nous avons pu montrer dans le cas de l'économie américaine que ces perturbations vinrent au terme d'une phase de baisse effective du taux de profit, selon un schéma très proche de l'analyse du *Capital*²³. On peut parler, à ce propos, d'une importante crise structurelle (c'est-à-dire un ensemble de perturbations dépassant les récessions du cycle conjoncturel). Les historiens localisent pour les principaux pays développés une telle crise entre 1873 et 1895. Jusqu'aux années 1870 ou 1880, ou même 1890 dans certains pays, la thèse d'une accentuation des crises était donc encore tenable²⁴.

Les tendances défavorables de la rentabilité, combinées à la croissance de la taille des unités de production et des firmes, allaient donner lieu, d'abord aux États-Unis, à une profonde transformation du capitalisme. La crise de la concurrence qui accompagna ces perturbations déboucha sur la constitution des nouvelles formes organisationnelles du capitalisme avancé : la grande entreprise moderne, soutenue par la finance (notamment les empires de Morgan et de Rockefeller). Ces nouvelles institutions consacraient la séparation de propriété et de la gestion. La finance, représentant la forme la plus avancée de la propriété, laissa aux gestionnaires une large autonomie dans la conduite d'un processus radical de changement technique et de rationalisation des entreprises. Simultanément, elle allait promouvoir un développement sans précédent des mécanismes financiers. Parties des transports et des communications, il fallut des décennies pour que ces transformations affectent l'ensemble des secteurs de l'économie et atteignent une pleine maturité. Elles se répandirent progressivement à l'étranger. L'Europe et le Japon rattrapèrent leur retard vis-à-vis des États-Unis après la seconde guerre mondiale.

Montée des cadres et employés et dépossession des travailleurs de leur savoir-faire allèrent alors de pair. La croissance historique des nouvelles couches moyennes doit être reliée à ce nouveau cours du capitalisme. Un corollaire de ces transformations fut un nouvel accroissement du caractère routinier des tâches dans l'atelier. Cette évolution a été souvent décrite par référence au taylorisme et au fordisme.

Ce mouvement de rationalisation eut des effets remarquables. Les performances accomplies au niveau de la technique autorisèrent une croissance plus rapide de la productivité du travail et une *hausse*, au lieu de la baisse antérieure, de la *productivité du capital* (une expression commode pour désigner le rapport de la production au capital). La croissance de la composition technique se modéra considérablement et la composition organique décrut.

23. G. Duménil, D. Lévy, *ibid.*, ch. 15.

24. Il semble que Bernstein a été influencé dans la réfutation de cette thèse par la prospérité qui se manifesta en Allemagne à partir de 1887. Comme le note Kautsky : "En 1873 éclata en Europe la crise économique la plus grave, la plus étendue et la plus longue qu'on ait vue jusqu'alors ; elle dura jusqu'en 1887", *Le chemin du pouvoir* (1905), Paris : Anthropos (1969), p. 104. La généralisation à l'Europe semble abusive. Kautsky paraît ignorer la crise des années 1890 en Angleterre et la grande dépression en France. Le salaire avait crû par à-coups, mais à un rythme encore lent. Les faits n'avaient ni confirmé ni réfuté le pessimisme du *Manifeste*.

Le prix à payer pour le nouveau compromis qui devait désamorcer le progrès du mouvement ouvrier, en combinaison avec la répression, fut la croissance du taux de salaire réel sous la poussée des travailleurs. Ce mouvement du salaire ne fut pourtant pas incompatible avec une *hausse du taux de profit* qui se prolongea jusqu'aux années 1960. On saisit ainsi le rapport très étroit qui unit les différentes transformations du capitalisme, en l'occurrence : le mouvement du salaire, la tendance du taux de profit, le développement des nouvelles couches intermédiaires.

Jusqu'à la crise de 1929, la finance jouit d'une grande marge de manœuvre et garda le contrôle de la création monétaire par le crédit, ainsi que celui des politiques. Chaque nouvelle crise, notamment celles des années 1870, 1890 et la crise financière de 1907, suscitérent des formes d'organisation privées centralisées et progressivement publiques²⁵. Le capitalisme accoucha laborieusement de nouveaux mécanismes et institutions tendant à contenir la vigueur des crises (une banque centrale, la Réserve Fédérale, fut créée aux États-Unis en 1913), mais ces transformations ne faisaient que répondre à l'accroissement des facteurs instabilisants.

La crise de 1929 vint perturber le nouvel équilibre des forces sociales, au détriment de la finance, jugée responsable de l'effondrement. La Seconde Guerre mondiale consacra la croissance de l'État, dans la continuité du *New Deal*, et l'action des ses fonctionnaires, cadres et employés. L'activité de la finance fut placée sous contrôle, notamment sur le plan macroéconomique. La période qui s'étend de la crise de 1929 à la fin des années 1970 fut ainsi l'occasion d'une intervention publique accrue. Le *New Deal* et la guerre avaient fait la démonstration de la capacité de l'État à intervenir dans l'économie dans des situations particulièrement difficiles. Cette démonstration des potentialités de rationalisation dont des spécialistes salariés pouvaient être les agents prolongeait celle des progrès qu'on pouvait leur imputer dans la gestion des entreprises. Après la guerre, ce nouvel ordre social et les politiques correspondantes furent qualifiés de keynésiens. On parle fréquemment d'un *compromis* keynésien. Cette modification des rapports de force revêtit en effet la forme d'une sorte d'accommodement social entre les cadres — dont le rôle se trouvait fortement accru, tant à l'intérieur des entreprises que dans les institutions étatiques — d'une part, et les employés et ouvriers d'autre part. La marge de manœuvre de la finance s'en trouva restreinte : fortement en ce qui concerne le contrôle de l'activité macroéconomique et à un moindre degré concernant la gestion quotidienne des entreprises (déjà largement déléguée), l'accumulation et l'allocation du capital (sa mobilité nationale et internationale).

Ce compromis historique du milieu du ^{xx}e siècle connut diverses formes. Aux États-Unis, on peut le caractériser par la coexistence des politiques macroéconomiques keynésiennes et le développement du *welfare state*. Ces deux éléments furent également présents dans les pays européens, mais, comme chacun sait, ils y furent complétés par des interventions plus directes de l'État dans la production et la finance, par des politiques industrielles et des nationalisations. La social-démocratie à la *suédoise* représenta une variante particulière de ce compromis, sans accent sur les nationalisations, combinant vigoureusement : protection sociale, lutte contre les inégalités de revenu et implication de l'État dans le développement économique. Lorsque les syndicats suédois tentèrent de franchir plus directement les frontières de la propriété capitaliste (en réclamant l'instauration de fonds de pensions sous leur contrôle), les propriétaires luttèrent avec succès contre ces empiètements²⁶.

25. G. Duménil, D. Lévy, *La dynamique du capital*, op. cit. note 19, ch. 22.

26. G.M. Olsen, *The Struggle for Economic Democracy in Sweden*, Aldershot : Avebury (1992). Voir également G. Duménil, D. Lévy, "Keynésianisme américain et social-démocratie suédoise. Quels compromis ?", *Actuel Marx*, 23 (1998), p. 117-136.

Ainsi, l'histoire avait produit, au cours des trente glorieuses, un capitalisme sensiblement différent de celui décrit dans le *Manifeste*. Les crises y subsistaient mais prenaient la forme d'une instabilité macroéconomique contenue, plus ou moins forte selon les périodes ; les salaires connaissaient une croissance substantielle et les travailleurs avaient obtenu certaines formes de protection sociale, presque le droit au travail ; la rentabilité du capital était finalement préservée à très long terme, à travers d'amples fluctuations ; un compromis politique, précisément du type que le *Manifeste* semblait exclure, avait été établi.

La crise structurelle qui débuta dans les années 1970, faisant suite à une nouvelle chute du taux de profit, fut l'occasion d'une violente réaffirmation du pouvoir de la finance, manifestée dans la montée du *néolibéralisme*. Elle ne remit pas en question la séparation de la propriété et de la gestion, alors même qu'elle étendait les dimensions de l'entreprise à l'échelle de la planète. Le rôle des états-majors de cadres ne fit que se renforcer, trouvant un nouveau champ d'exercice de leur savoir-faire dans le développement des multinationales. Les mécanismes mis en place par la finance, dont la sophistication allait croissant, requéraient de plus en plus leur compétence. Le changement fondamental eut trait au *pouvoir* accru de la finance. Dans l'entreprise ce pouvoir revêtit la forme de la fin de la relative autonomie des gestionnaires et la réaffirmation de la domination des propriétaires, le nouveau gouvernement d'entreprise. La finance imposa de nouvelles règles de gestion, des réorganisations affectant les ouvriers, les employés, les cadres et même les équipes de direction. A l'échelle de la société tout entière, cette emprise trouva son expression dans le nouveau cours des politiques : stabilité des prix, mépris du chômage, stagnation du pouvoir d'achat, destruction des systèmes publics de protection sociale, méfiance générale vis-à-vis des institutions étatiques symbolisant l'ancien compromis social.

Le message du *Manifeste* revenait-il à l'ordre du jour ? A certains points de vue, on peut répondre par l'affirmative, car cette dernière étape rappelle à ceux qui l'avaient oublié, le caractère de classe du capitalisme : disparition du compromis antérieur, stagnation ou réduction du salaire pour beaucoup, accroissement des inégalités. Nombreux sont ceux qui, à tort ou à raison, évoquent la survenue d'une crise financière majeure. Cependant, ce capitalisme est également bien différent de celui du milieu du siècle précédent et la situation des travailleurs s'est améliorée si on la compare à celle que décrivaient Marx et Engels.

2.3 Progrès de la gestion et de la socialisation. Grandes conjonctures historiques

Dans cette interprétation de l'histoire du capitalisme, on peut distinguer deux fils conducteurs :

1. La succession de *grandes conjonctures historiques* ayant trait à la domination d'une classe, à l'exercice du pouvoir, à des compromis. On a distingué trois configurations historiques de ce type : (1) la première coexistence de la finance et des cadres, faisant suite à la séparation de la propriété et de la gestion à la transition du XIX^e siècle et du XX^e, où la finance domine (le libéralisme²⁷) ; (2) le recul de la finance et l'augmentation de l'autonomie des cadres, sur la période qui s'étend de la crise de 1929 au début des années 1970 (le

27. Parlant des États-Unis, il faudrait dire : un capitalisme *encore* ou à *nouveau* libéral, ou libéral dans de nouvelles formes. Ce caractère ne suffit pas à distinguer, par exemple, le capitalisme de la transition du XIX^e siècle et du XX^e de celui d'Andrew Jackson dans la première moitié du XIX^e siècle (voir l'introduction de J. Weinstein, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Boston : Beacon Press (1968)).

compromis keynésien) ; (3) la réaffirmation du pouvoir de la finance et le recul de celui des cadres (le néolibéralisme). Le champ dans lequel est défini cette périodisation est celui des classes et des luttes de classes. Comme dans les successions de régimes décrites par Marx au milieu du XIX^e siècle, cette périodisation souligne l'importance des contradictions internes des classes dirigeantes, alors que la lutte des classes dominées joue un rôle déterminant dans les changements²⁸.

2. *Les progrès de la gestion et de la socialisation*, l'avancée vers une organisation sociale plus efficiente émergeant dans le capitalisme, quels que soient ses objectifs et critères. Il s'agit d'un processus continu que le *Manifeste* signale déjà et qui traverse les trois périodes ci-dessus. Son avancement a beaucoup à voir avec la dialectique des forces productives et des rapports de production. Les formes et les degrés de ces avancées sont tributaires des rapports de production et conditionnent le progrès des forces productives. D'un point de vue dynamique, tous ces éléments sont en interaction. Par exemple, les progrès de gestion requièrent l'ajustement des rapports de propriété (la naissance de la grande entreprise moderne, la société par actions) et se trouvent renforcés par les nouveaux dispositifs mis en place.

Ces deux types de processus — dominations, et progrès de la gestion et de la socialisation — se superposent. Leur interaction est évidemment forte, mais ils possèdent aussi un certain degré d'autonomie. La succession des conjonctures historiques ne fait qu'influencer les rythmes et les formes des progrès de la gestion et de la socialisation ; elle ne les commande pas pleinement. Par exemple, la remontée de la finance dans le néolibéralisme n'arrête pas purement et simplement ces progrès mais les oriente : avec le néolibéralisme, on ne revient pas au capitalisme du XIX^e siècle, celui de la première conjoncture.

28. Ainsi dans le *18 Brumaire*, Marx analyse les changements de régimes — Restauration, Monarchie de Juillet, République — de la manière suivante : “Toutefois, cette masse de bourgeois était royaliste. Une partie d'entre elle, les grands propriétaires fonciers [*classés parmi les bourgeois*], avait régné sous la Restauration et était, de ce fait, *légitimiste*. L'autre partie, les aristocrates de la finance et les grands industriels, avait régné sous la monarchie de Juillet et, de ce fait, était *orléaniste*. Les grands dignitaires de l'armée, de l'Université, de l'Eglise, du barreau, de l'Académie et de la presse se répartissaient, bien qu'en proportion inégale, sur les deux parties [*légitimiste et orléaniste*]. C'est ici, dans la république bourgeoise, qui ne portait ni le nom de *Bourbon*, ni celui d'*Orléans*, mais s'appelait *capital*, qu'ils avaient trouvé la forme d'Etat sous laquelle ils pouvaient régner *en commun*.”, K. Marx, *18 Brumaire*, *op. cit.* note 8, p. 455-456. On sait de quelle manière les masses populaires furent impliquées dans chaque transition au cours des différents épisodes révolutionnaires (conduisant à ce que Marx décrit comme des changements de maîtres). Dans le capitalisme contemporain, la continuité du régime républicain est assurée dans des formes relativement inchangées. Aussi, on ne peut pas faire correspondre à ces systèmes de domination et de compromis de classe, des *régimes politiques*. Cette succession en devient moins évidente ; elle n'en est pas moins tout aussi réelle.

3 - 150 ans de mutation du capitalisme

C'est à la caractérisation des rapports de production et de la structure de classe dans le capitalisme moderne qu'est consacrée cette partie. Comment un ensemble de changements, tels que ceux qu'on a décrits, peut-il être interprété comme une transformation des rapports de production ? Comment peut-on associer cette transformation à l'importance croissante des cadres et employés ? S'agit-il d'une évolution interne au mode de production, d'une nouvelle étape, ou un dépassement du capitalisme ?

3.1 La transformation des rapports de production

On peut identifier dans l'évolution du capitalisme, plus que la succession de diverses structures institutionnelles ou rapports de domination. Nous y voyons une véritable métamorphose des rapports de production et de la structure de classe du capitalisme. Que ces deux aspects aillent de pair ne surprendra pas ceux qui sont familiers de l'analyse de Marx. On peut y voir une nouvelle expression de la correspondance qu'il avait établie dans son interprétation de l'histoire des sociétés : *à chaque configuration des rapports de production correspond une structure de classe, et réciproquement.*

Toutes les transformations du capitalisme depuis un siècle, comme le changement technique, les réformes institutionnelles ou les nouvelles politiques économiques, n'ont pas la même signification. Dans cet ensemble, deux éléments majeurs nous font parler de métamorphose des *rapports de production* :

1. *La séparation de la propriété et de la gestion.* A la figure traditionnelle du capitaliste propriétaire et gestionnaire de sa firme, qui survit dans la petite entreprise, s'est substituée celle de la grande entreprise et de la finance modernes à la transition du XIX^e siècle et du XX^e : l'actionnaire et la finance d'un côté, la hiérarchie des cadres et employés de l'autre (et les institutions assurant le contrôle des premiers sur les seconds). Cette transformation touche directement à la relation du propriétaire privé aux moyens de production. Elle ne détruit pas cette propriété privée mais en dissocie deux aspects antérieurement réunis : la propriété juridique et la gestion directe. Le rapport de propriété au sens large se distend ; les moyens de production se socialisent encore davantage ; une partie des prérogatives du propriétaire est déléguée.
2. *La dépossession des travailleurs de leur savoir-faire.* Plus encore que dans le capitalisme traditionnel, les travailleurs de la grande entreprise produisent selon des procédés et normes préétablies par l'encadrement. C'est là le statut du travail et du travailleur qui évolue. La distance entre le travailleur direct et les moyens de production se trouve encore accrue. Cette transformation est lourde de conséquences dans la définition de la position sociale du travailleur, sa position de classe.

Marx avait très bien anticipé ces transformations du capitalisme (encadré 1).

1 - Marx et la transformation cadriste du capitalisme

Il est remarquable que Marx décrivit dans le *Capital* les premières étapes de l'émergence des rapports cadristes dans le capitalisme. Il percevait déjà la séparation de la propriété et de la gestion, et la concentration des tâches de gestion dans les mains d'un directeur non propriétaire :

[...] le simple directeur qui n'est à aucun titre possesseur du capital, ni comme emprunteur, ni autrement, remplit toutes les fonctions effectives que nécessite le capital actif en tant que tel; il s'ensuit que seul le fonctionnaire [celui qui exécute les fonctions] demeure, le capitaliste disparaît du procès de production comme superflu. (a).

Cette analyse trouvait un prolongement dans celle de salariés, moins élevés dans la hiérarchie, mais caractérisés comme *improductifs*, tels les employés de commerce, les comptables. Marx liait cette séparation de la propriété et de la gestion au développement de la finance :

[...] le simple propriétaire de capital, le capitaliste financier, s'oppose au capitaliste actif et le capital financier lui-même, avec l'extension du crédit, revêt un caractère social concentré dans les banques qui lui prêtent désormais aux lieu et place de ses propriétaires immédiats. (b).

On ne saurait qu'être frappé par la modernité de ces analyses. Marx est rarement cité comme un des précurseurs de l'analyse du capitalisme managérial, pourtant tous les aspects de ce nouveau stade du capitalisme sont, ici réunis.

Quant à la dépossession des travailleurs de leur savoir-faire, le *Capital* est tout à fait explicite sur ce thème :

Les connaissances, l'intelligence et la volonté que le paysan et l'artisan indépendants déploient, sur une petite échelle, [...] ne sont désormais requises que pour l'ensemble de l'atelier. Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux dans le capital. [...] Cette scission commence à poindre dans la coopération simple, où le capitaliste représente vis-à-vis du travailleur isolé l'unité et la volonté du travailleur collectif; elle se développe dans la manufacture, qui mutile le travailleur au point de le réduire à une parcelle de lui-même; elle s'achève enfin dans la grande industrie, qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital. (c).

Le *Manifeste* signalait déjà clairement cette séparation liée au machinisme et à l'organisation militaire de l'atelier (K. Marx, F. Engels, *Le manifeste*, op. cit. note 4, p. 168-169).

Ce que Marx localisait dans la manufacture et la grande industrie revêtait un degré de développement sans précédent dans l'atelier tayloriste puis fordiste, avec son organisation sophistiquée qui requiert l'intervention de salariés spécialisés. Les rapports cadristes ne font que systématiser la nouvelle organisation du travail. Ils permettent de repousser les limites que la complexité de certaines tâches posait à ces processus.

Marx était très conscient de l'altération profonde des rapports de production dont ces évolutions étaient porteuses :

C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production. (d).

Il vit dans ces transformations un préalable au socialisme. Dans les paragraphes suivant l'extrait ci-dessus, il faisait mention de *coopératives*. Faut-il en conclure qu'il assimilait tous les salariés : directeurs, employés et travailleurs productifs ? Cette thèse est en contradiction avec son analyse des revenus et des rapports sociaux. Pourtant, il ne franchit jamais le pas menant à l'identification d'une nouvelle société de classe, d'un autre mode de production. L'histoire le fait pour lui sous nos yeux.

(a) (K. Marx, *Le Capital*, Livre III (1894), Paris : Éditions sociales, tome 2 (1967), ch. XXIII, p. 52-53).

(b) (K. Marx, *Le Capital*, Livre III (1894), Paris : Éditions sociales, tome 2 (1967), ch. XXIII, p. 52).

(c) (K. Marx, *Le Capital*, Livre I (1867), Paris : Éditions sociales, tome 2 (1967), p. 50).

(d) (K. Marx, *Le Capital*, Livre III (1894), Paris : Éditions sociales, tome 2 (1967), p. 104).

3.2 La nouvelle structure de classe et la domination capitaliste

A des positions différentes dans les rapports de production correspondent des positions de classe également distinctes. La structure de classe du capitalisme moderne est fondamentalement le produit de la superposition de deux contradictions, l'une proprement capitaliste, l'autre proprement cadriste. La première oppose capitalistes et prolétaires ; la seconde, cadres et encadrés, par quoi nous entendons les ouvriers et employés. Une bonne partie de la complexité des rapports sociaux de nos sociétés provient de cette superposition et de la manière dont cette structure s'est formée historiquement. Les capitalistes se sont progressivement déchargés de leurs tâches sur des salariés. Cette fonction capitaliste parcellaire s'est trouvée dès l'origine polarisée entre des tâches d'initiative, de création, et des tâches d'exécution (selon la polarisation entre cadres et employés)²⁹. Ces tâches improductives d'exécution conservent dans une certaine mesure les signes distinctifs propres à leur contenu, par opposition aux travaux productifs. Mais ces frontières tendent à se dissoudre avec la généralisation de l'opposition entre cadres et encadrés.

A cela, il faut ajouter que la gestion de l'économie repose également sur l'activité de cadres et d'employés d'institutions publiques et parapubliques. L'État capitaliste, la classe capitaliste organisée, a dû s'impliquer de manière croissante dans diverses fonctions d'intérêt collectif : le maintien de la stabilité macroéconomique et financière, la réalisation d'équipements publics, la formation et la recherche. Ces fonctions sont assurées par des cadres. Quoiqu'extérieurs à l'entreprise et à la finance, ces cadres appartiennent au même système de rapports de production dont ils complètent le dispositif à l'échelle sociale. Leur position de classe est fondamentalement la même. On peut étendre cette parenté à l'ensemble des cadres : quelle que soit leur relation au système productif, les cadres et employés du secteur public sont socialement proches de leurs homologues du privé. Comme on le sait, ces clivages conservent cependant une certaine importance. C'est là une source supplémentaire de complexité de la structure de classe.

La volonté de souder tous les groupes salariés face aux capitalistes fut si forte dans l'histoire du mouvement ouvrier que la caractérisation en termes de classe des "couches" moyennes a toujours fait problème. Pourtant, c'est bien de *rapports de classe* qu'il s'agit ici. Tant du point de vue des revenus que de la position sociale, les intérêts entre ces groupes sont distincts de ceux des capitalistes ou des travailleurs productifs, et des différences existent entre cadres et employés³⁰ :

1. *Les revenus*. L'origine des revenus des cadres et employés n'est identique ni à celle des travailleurs productifs ni à celle des capitalistes. Les rapports à l'exploitation ne sont pas les mêmes ; seule la théorie économique permet d'en décrypter les mécanismes.
2. *Les luttes de classe*. On peut voir la trace des différentes positions dans les affrontements sociaux, quelles que soient leurs formes : revendications salariales (où l'attitude des cadres n'est pas celle des encadrés), lutte contre les excès de la finance (comme dans le compromis keynésien), lutte pour le maintien de la suprématie des propriétaires (comme dans la montée du néolibéralisme), etc. Les transformations des rapports de production ne touchent pas ces groupes de la même manière. Les capitalistes, par exemple, tentent de

29. L'expression *fonction capitaliste parcellaire* est reprise de G. Duménil, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble (1975).

30. E. Olin Wright, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge : Cambridge University Press (1997) ; A. Bihr, *Entre bourgeoisie et prolétariat*, *op. cit.* note 2.

préserver leur propriété ; les cadres pourraient s'en moquer s'ils prenaient leur autonomie et surmontaient le clivage entre secteur privé et secteur public. Sur le terrain politique, ces positions différentes conditionnent les alliances, compromis et rivalités.

3. *Les idéologies et les modes de vie.* Dans nos sociétés, les cadres dominent largement dans ces domaines. Leur mode de vie, leur conception du monde, leur culture se sont imposés comme dominants. Au qualificatif de “bourgeois”, encore fréquemment appliqué, il faudrait souvent substituer celui de “cadriste”.

Pour toutes ces raisons et d'autres, c'est bien de *classes*, et non de groupes ou de couches, qu'il faut parler.

L'existence de deux composantes au sein des classes dirigeantes n'implique pas un partage égalitaire des pouvoirs. Dans nos sociétés, où le pouvoir des cadres s'affirme, est maintenue la domination de l'ordre capitaliste. Elle s'exprime dans les exigences de la maximisation du taux de profit. Elle est garantie par un dispositif institutionnel complexe visant à garantir le contrôle des propriétaires sur les gestionnaires. La préservation de cette prééminence est délicate. On l'a montré : elle a été l'objet d'importantes fluctuations historiques, tantôt amoindrie, tantôt renforcée.

Tout ne se joue pas entre l'entreprise et la finance : la difficulté de ce contrôle des propriétaires est considérablement accrue par l'interaction entre mécanismes privés et publics. L'État, qui est pourtant celui des classes dominantes, est également le lieu des *compromis* sociaux, comme le compromis keynésien. Ces compromis sont à la fois nécessaires au maintien de l'ordre et mal tolérés. La question de leur perpétuation au-delà des phases de tension est constamment posée. L'hostilité à leur égard de la part de certaines fractions des classes dirigeantes, peut déboucher sur des luttes anti-étatiques, *contre* l'intervention publique, donc contre ces cadres du secteur public. Cette attitude a conduit ainsi, par divers mécanismes, à retirer pratiquement des mains des gouvernements élus les rênes de la politique économique, à les spécialiser, en quelque sorte, dans cette gestion du compromis social qui conditionne l'ordre public et la perpétuation des rapports de production, notamment les divers traitements sociaux des dysfonctionnements du système.

Les limites des compétences sont constamment disputées sur tous ces terrains entre cadres et capitalistes. Par exemple, le contrôle de la création monétaire, étroitement lié à l'accumulation du capital (sa masse, ses directions), une prérogative traditionnelle de la finance, est lié à celui de la situation macroéconomique (des politiques économiques), une tâche dont la portée sociale est évidente. Cette méfiance vis-à-vis des gestionnaires du compromis s'est matérialisée dans les dernières décennies dans la décomposition du système monétaire de Bretton Woods et la constitution d'institutions centralisées para-étatiques, plus ou moins à l'abri des exigences politiques, comme les banques centrales récemment rendues indépendantes du pouvoir politique ou les organismes internationaux supranationaux, les bastions de la finance mondiale.

L'histoire du capitalisme depuis un siècle est celle de la lutte constante entre les deux aspects de la société capito-cadriste : du point de vue des capitalistes, le combat pour le maintien des prérogatives de la propriété capitaliste, du point de vue des cadres, l'affirmation de leur emprise sur les processus économiques et sociaux. Ce sont les épisodes de cet affrontement qui définissent la succession des trois *grandes conjonctures* qu'on a décrites.

3.3 Le capito-cadrisme : un nouveau stade du capitalisme. Le cadrisme : un nouveau mode de production

Nous désignons les formations sociales contemporaines—les rapports de production et structure de classe qui leur correspondent—par le terme *capito-cadrisme*. Il souligne la séparation de la propriété et de la gestion, la coexistence des deux éléments, et la domination du premier sur le second. Le fonctionnement général de la production capitaliste s'en est trouvé modifié, comme en témoigne la distance entre les analyses du *Manifeste* et le capitalisme contemporain. Le capito-cadrisme définit une *étape*, un *stade*, du mode de production capitaliste.

Nous substituons cette périodisation à la référence léniniste traditionnelle au stade *impérialiste* ou du *capitalisme monopoliste* (encadré 2). Il existe nombre de points communs entre ces deux périodisations qui se fondent, toutes deux, sur l'observation des transformations du capitalisme au tournant du siècle. La poursuite de ces évolutions depuis 80 ans nous permet cependant de lever certaines des ambiguïtés de l'analyse de Lénine, notamment celles concernant le progrès technique.

Cette succession de stades du capitalisme a probablement une signification tout à fait particulière, car la combinaison des rapports capitalistes et cadristes annonce sans doute la venue au monde de rapports proprement cadristes. Selon cette interprétation, on peut voir dans les transformations de nos sociétés les étapes de l'évolution d'une formation sociale hybride, le capito-cadrisme, à la fois capitaliste et cadriste, *traduisant l'émergence au sein du capitalisme d'un nouveau mode de production postcapitaliste, le cadrisme*. Le parallèle avec l'analyse de la transition entre féodalisme et capitalisme, dans le *Manifeste*, est alors très rigoureux.

Certes Lénine ne pouvait poser explicitement le problème en ces termes, mais était-il si éloigné de cette vision (encadré 2 et section 4.1). En était-il plus proche ou plus éloigné que Marx ?

L'analyse des transformations du capitalisme depuis deux siècles suggère donc la distinction de trois grandes périodisations :

1. *La succession des modes de production* : capitalisme faisant suite au féodalisme, et cadrisme faisant suite au capitalisme.
2. *Les stades du capitalisme* : le capitalisme à la Marx et le capito-cadrisme.
3. *Les étapes du capito-cadrisme* : les trois grandes conjonctures historiques du capito-cadrisme—libéralisme, compromis keynésien et néolibéralisme—selon une terminologie plus ou moins rigoureuse.

3.4 Les variantes du capito-cadrisme et du cadrisme. Les enjeux des conjonctures historiques

Nous caractérisons les pays capitalistes comme des sociétés *capito-cadristes* laissant présager l'existence de sociétés *cadristes*. Ces concepts ne définissent pourtant pas de manière unique l'ensemble des caractères de ces sociétés. Ils ne font qu'en spécifier certains traits fondamentaux relatifs aux rapports de production et à la structure de classe : le contrôle des moyens de production par une classe dirigeante de cadres (distinct de la propriété capitaliste), soit conjointement aux propriétaires capitalistes dans le capito-cadrisme,

2 - Lénine et la périodisation du capitalisme

Il existe nombre de points communs entre notre référence au stade capito-cadrisme du capitalisme et l'analyse du stade impérialiste de Lénine ("L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916), *Œuvres, tome 22*, p. 201-327, Paris: Éditions sociales (1977)): (1) le capitalisme est entré dans un nouveau stade au tournant du siècle (en particulier en Allemagne et aux États-Unis); (2) c'est un capitalisme de très grandes entreprises "techniquement avancées" (p. 224); (3) la finance, le "capital financier", représente les capitalistes, l'"oligarchie financière", et joue un rôle central (p. 287); (4) se manifeste une tendance à la socialisation et à l'organisation: "[l']entreprise géante [...] organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements"; "[elle] organise systématiquement"; "un centre unique a la haute main"; "plan unique"; "socialisation", etc. (p. 326); (5) la gestion est accomplie par des cadres: "A l'heure présente, ce sont des *fonctionnaires* qui accomplissent les 9/10 de cet effort intellectuel dans l'économie (Lénine cite Schulze-Gævernitz)." [p. 238]; (6) ce stade marque une transition vers une société future: une époque de "transition du régime capitaliste à un ordre économique et social supérieur" (p. 322).

Abstraction faite de la datation au début du siècle et la référence à la notion de *stade*, on peut noter que ces traits font écho à la caractérisation que Marx avait donnée des formes les plus avancées du capitalisme (encadré 1). On pourrait y ajouter le tableau que Marx avait dressé de la concentration du capital. Mais la principale spécificité de Lénine, à ce propos, concerna l'accent placé, au-delà de la taille, sur le *monopole*: "La principale base économique de l'impérialisme est le monopole" [p. 297]. On sait qu'il s'appuyait sur l'analyse d'Hilferding, mais cette difficulté à distinguer taille et monopole fut caractéristique de toute la science économique au tournant du siècle.

Au monopole aurait été associé, selon Lénine, une "*tendance à la stagnation et à la putréfaction*" [p. 298]: "il devient alors possible, *sur le plan économique*, de freiner artificiellement le progrès technique" [p. 298]. La section VIII, "le parasitisme et la putréfaction du capitalisme", est consacrée à ce thème. *C'est à ce niveau que se situe l'erreur de diagnostic*. Lénine, comme d'autres, frappé par la crise structurelle de la fin du XIX^e siècle et les transformations de la structure du capitalisme moderne, confondit les nouvelles conditions du progrès technique avec celle de sa fin. Cette thèse de la putréfaction était factuellement intenable, et Lénine était conscient qu'elle était difficilement compatible avec la poursuite de la croissance:

Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme [...]. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant [...]. [...] rapide développement économique de l'Allemagne [...]. Quant aux États-Unis, le développement économique y a été, en ces dernières dizaines d'années, encore plus rapide qu'en Allemagne. (e).

Lénine, comme Marx, vit dans ces formes avancées du mode de production capitaliste la préfiguration d'une société future. L'extrait relatif aux "fonctionnaires" (les cadres) qu'on a reproduit plus haut sert à montrer que l'économie peut continuer à fonctionner, après le capitalisme, sans capitalistes. L'élément cadrisme est très marqué dans l'analyse de Lénine, tant dans sa représentation du capitalisme moderne (du capito-cadrisme) que dans son évocation de la société à venir. Nous y reviendrons dans l'analyse de la construction du socialisme en URSS (section 4.1).

(a) (V. Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916), *Œuvres, tome 22*, p. 201-327, Paris: Éditions sociales (1977), p. 324).

soit par des cadres ayant conquis leur autonomie dans le cadrisme, et l'exécution des tâches par des encadrés (dans la production directe et la gestion subalterne, pour autant que la distinction entre ces deux types d'activité garde un sens). Sur cette base, on peut concevoir nombre de variantes du capito-cadrisme ou du cadrisme dont la spécificité met en jeu les caractères économiques, sociaux et politiques de ces sociétés. Cette diversité fait écho à celle des formes du capitalisme.

Les questions des formes du capito-cadrisme et du cadrisme ne sont pas indépendantes. La multiplicité des variantes du capito-cadrisme se prolonge naturellement dans celle des sociétés cadristes à venir. De quoi dépendrait la configuration particulière du cadrisme vers laquelle une société pourrait se diriger ? Elle serait largement déterminée, à notre avis, par le processus historique lui donnant naissance : (1) la forme du capito-cadrisme dont elle serait issue (car elle en garderait nécessairement certains traits) ; (2) les luttes de classe présidant à la transition. Chacune des étapes du capito-cadrisme aurait ouvert plus naturellement la voie à des variantes distinctes de cadrisme — le compromis keynésien vers une forme de cadrisme, le néolibéralisme vers une autre :

1. Le compromis keynésien était porteur d'un cadrisme de spécialistes se détachant sensiblement des critères capitalistes. Certains analystes, dont Galbraith est la figure emblématique, ont même imaginé dans les années 1960 que nos économies étaient parvenues à ce stade³¹. Selon cette analyse, et du point de vue du système productif, la maximisation du profit n'était plus le facteur déterminant mais la croissance ; cette société technocratique avait rayé de l'histoire les fluctuations macroéconomiques et la pauvreté ; l'emprise grandissante de l'État par ses politiques, et les nationalisations en Europe, induisaient progressivement d'autres logiques de fonctionnement. On peut sourire maintenant de ces analyses visionnaires que l'histoire a démenties, mais elles extrapolaient sur la base des configurations du moment de manière assez convaincante. C'était l'aboutissement logique de décennies de keynésianisme ou de social-démocratie. Dans ces sociétés, la propriété du capital perdait effectivement de son importance et les dividendes ne faisaient souvent guère plus que rétribuer l'épargne ; l'autonomie des cadres se renforçait. La séparation entre cadres et encadrés n'était pas remise en question, ce qui interdisait d'imaginer qu'on s'orientait vers des sociétés sans classes.

2. Le néolibéralisme est porteur pour l'avenir d'une forme relativement différente de cadrisme, un cadre-capitalisme, c'est-à-dire un capitalisme sans gros détenteurs individuels de capital, un capitalisme institutionnel en quelque sorte. Ce n'est pas par hasard que les économistes contemporains attachés à un dépassement du capitalisme évoquent une société où le capital serait concentré dans des institutions financières comme les fonds de pension³². Le principe de la maximisation du taux de profit resterait à l'œuvre. Encore une fois, il ne serait pas question de revenir sur la séparation entre cadres et encadrés, ce qui n'empêche pas certains analystes de parler de *socialisme*. La perspective de cette évolution est chargée de sens, mais il faut se garder d'anticiper trop hâtivement, sous peine de reproduire les erreurs des *managérialistes* des années 1960. Les détenteurs individuels de capitaux se défendront encore, comme l'a montré leur gestion de la crise commencée dans les années 1970³³.

31. J.K. Galbraith, *The New Industrial State*, op. cit. note 2.

32. J.E. Roemer, *Future for Socialism*, Londres : Verso (1994).

33. G. Duménil, D. Lévy, "Structural Unemployment in the Crisis of the Late Twentieth Century : A Comparison between the European and US Experiences", in R. Bellofiore (éd.), *Global Money, Capital Restructuring and the Changing Patterns of Labor*, Aldershot : Edward Elgar, 1999, p. 33-48.

4 - 70 ans de construction du socialisme

Indépendamment du devenir du capitalisme, il faut également s'interroger sur les sociétés qui se sont réclamées du marxisme, et qu'on est désormais bien mal à l'aise de nommer : socialistes, communistes, du socialisme réel ? Quelle fut la nature de leurs rapports de production ? De quel échec leur décomposition fit-elle la preuve ? Les deux questions sont évidemment liées ; et il n'est pas aisé d'y répondre. On est également en droit de se demander si leur développement ne contribua pas, d'une certaine manière, à la démonstration de la possibilité d'une alternative au capitalisme, ce qui nous ramène aux interrogations du *Manifeste*. On se limitera à l'expérience de l'URSS³⁴.

Les sections suivantes ont pour objet de donner un peu de consistance aux thèses suivantes :

1. On ne saurait étudier les expériences des pays socialistes sans placer au centre de l'analyse la question des cadres. Dans tous les cas, quel que soit le degré d'avancement du pays considéré, il semblait inconcevable d'en revenir à une organisation du travail antérieure à la dépossession cadriste du savoir-faire ouvrier, à cette "scission" que Marx identifiait déjà dans la manufacture. Les nouvelles méthodes de production étaient difficilement compatibles avec les coopératives ouvrières et l'exercice du pouvoir par les travailleurs que Marx avait envisagés, et qui avaient inspiré la Commune de Paris.
2. L'expérience de ces pays fut celle d'une voie radicale hors du capitalisme, dans laquelle l'aspect cadriste était nécessairement important (et non d'une nouvelle forme de capitalisme).
3. Différentes options étaient ouvertes, tant du point de vue des formes du cadrisme que de leur éventuel dépassement vers une société sans classes. Le terme *cadro-socialisme* aurait pu s'appliquer à une société cadriste maintenant cet objectif au-delà des déclarations d'intention. On peut discuter de la nature du projet bolchevique, compte tenu des difficultés du moment, jusqu'à la fin de la NEP.
4. Pour certaines raisons historiques, c'est un cadrisme centralisateur, étatique et autoritaire, le stalinisme qui s'imposa. Il barra définitivement la route aux autres options, tant à la transition vers une société sans classes qu'à la construction d'un cadrisme non bureaucratique sur lequel auraient pu déboucher les tentatives de réformes.

4.1 L'héritage capito-cadriste

On sait que Lénine pensait que le capitalisme monopoliste ou le capitalisme d'État aurait constitué un excellent point de départ pour construire le socialisme. Outre les États-Unis, ce qu'il avait en tête était le cas allemand, en particulier l'économie de guerre, dirigée par la finance et gérée par les cadres (encadré 2). Cette économie reposait sur une forte centralisation des capitaux, des pôles de socialisation, qu'il s'agisse des grands trusts américains ou de l'économie de guerre allemande qui y ajoutait une importante intervention

34. Nous ne discuterons pas ici l'autogestion yougoslave ou le socialisme chinois, qui ont également échoué. Voir, par exemple, M. Djilas, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris : Plon (1957) ; R. Lew, *L'intellectuel, l'État et la révolution*, Paris : L'Harmattan (1997).

étatique. Sur cette base, il aurait été relativement facile, selon Lénine, de passer au socialisme. Cette vision reflétait des conceptions générales dans le mouvement ouvrier : le capitalisme avancé était mûr pour la construction du socialisme.

Certains traits de ces sociétés devaient être immédiatement rejetés et d'autres pouvaient être conservés :

1. La propriété des moyens de production était transférée à l'État.
2. Les acquis techniques et organisationnels du capitalisme étaient conservés.
3. La division des tâches et des pouvoirs entre cadres et encadrés était maintenue.
4. La planification devait se substituer aux fonctions de la finance concernant l'accumulation et l'allocation du capital.
5. Les objectifs étaient ceux du progrès économique et social (en URSS, l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture) et non pas la satisfaction d'une minorité de privilégiés.

Comme Lénine en était conscient, le retard technique et organisationnel du pays compliquait fortement la tâche. Quelle que soit la voie ultérieurement suivie, il fallait d'abord rattraper ce retard. Les bolcheviques se devaient de prendre cette transition soudaine en main : en quelque sorte importer cet héritage capitaliste. La révolution dans un pays avancé aurait considérablement simplifié la tâche.

Tous les dirigeants de l'URSS tombèrent d'accord, pendant les années 1920, sur la nécessité d'importer la technique et l'organisation capitaliste, dans leur forme la plus avancée. Le jugement de Lénine fut sans équivoque :

Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne [...]. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre *au moins* cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux³⁵.

Derrière ces propos de Lénine, on voit se profiler l'image de la chaîne de montage, mais cette reconnaissance des conquêtes du capitalisme dépassait les limites de l'atelier. La finance y jouait un rôle central. On en trouve également l'empreinte dans ces affirmations de Trotski :

Nous n'avons pas inventé la planification. C'est dans son principe, la même méthode qu'utilisent Morgan et son état-major (mieux que nous) pour gérer son trust, à savoir : prévision, coordination, direction. La différence (et elle est de taille) réside dans le fait que nous devons appliquer la méthode du plan à notre trust des trusts qu'est la Russie tout entière³⁶.

Dans de nombreux secteurs, la propriété des moyens de production fut effectivement transférée à l'État. On tenta de remplacer les exigences de la rentabilité individuelle par les objectifs du plan tendant à la construction d'une économie et d'une société nouvelles, fortement conditionnée par les contraintes du moment. Au rapport entre les capitalistes et les cadres, on substitua le rapport entre les cadres politiques et administratifs, d'une part,

35. V. Lénine, "Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises" (1918), *Œuvres*, tome 27, p. 337-370, Paris : Éditions sociales (1976), p. 355.

36. L. Trotski, "Rapport au 12^{ième} Congrès du PCbR" (1923), *La lutte antibureaucratique en U.R.S.S.*, Tome I, p. 25-77, Paris : Union Générale d'Édition (1975), p. 62.

et les cadres spécialistes, d'autre part. Le pouvoir fut transféré aux spécialistes dans les entreprises, sous la direction des organes de planification, et finalement du parti. Du point de vue du rapport entre cadres et encadrés, rien n'était fondamentalement changé.

Le problème posé par ces choix stratégiques est qu'il était difficile d'importer la technique et la gestion du capito-cadrisme, sans en reproduire les rapports de production. Lénine ne voyait pas un grave problème politique dans ce pouvoir donné aux cadres. Pourtant, le reproche fut ouvertement fait aux bolcheviques dans les années 1920 de rétablir les rapports de production capitalistes, ou même directement de mettre les cadres au pouvoir³⁷. Il ne voyait dans l'organisation cadriste qu'un aspect du développement des forces productives, ignorant leurs implications quant aux rapports de production : le rapport entre cadres et encadrés n'était que technique et non un rapport de classe. Il ne s'alarmait que de l'*origine sociale bourgeoise* des cadres. Une démocratie économique plus directe devait, un jour, découler d'une progression du niveau des connaissances faisant suite à une *révolution culturelle*³⁸. La nature prolétarienne du régime était supposée s'incarner et se perpétuer dans le pouvoir politique du parti et dans sa participation à la gestion des entreprises. La question reste pourtant posée : était-il possible de s'appuyer sur cet héritage cadriste et, simultanément, d'en surmonter à plus long terme les conséquences sociales ?

Comme on le sait, Lénine mourut prématurément alors que la stratégie mise en place demeurait très ambiguë et ouvrait à divers développements potentiels. Aussi allons-nous maintenant opposer deux voies d'évolution potentielles, celles de Boukharine et de Staline, sans spéculer sur les choix que Lénine aurait opérés.

4.2 La transition à la Boukharine, le cadrisme étatique autoritaire stalinien et l'impossibilité de son dépassement

Une majorité des membres du parti voyait dans la NEP plus qu'un simple recul tactique. Elle dessinait une trajectoire particulière dans la construction du socialisme. Boukharine fut le principal défenseur de cette thèse.

Partant de la NEP, on pouvait mettre en œuvre une stratégie dans laquelle la supériorité du secteur collectif et étatique sur le privé se serait affirmée de manière progressive. Cette voie laissait une place au marché, à des processus décentralisés, à des mécanismes de correction des erreurs. Les responsables du secteur socialiste, loin de jouir de positions de monopoles, auraient dû faire face à la concurrence du secteur privé et à certaines rivalités internes au secteur public, tout en étant soumis à des critères de gestion de plus en plus distincts de la maximisation du taux de profit. Des institutions appropriées auraient eu vocation à garantir le contrôle des productions par les consommateurs. Les organes centraux de crédit, assumant l'allocation des ressources, se seraient insérés graduellement dans des mécanismes de coordination conduisant vers une véritable planification. Le secteur socialiste se serait imposé pas à pas face au secteur privé. Simultanément devait commencer la révolution culturelle qu'on a évoquée et qui ne pouvait transformer les relations entre cadres et encadrés que très progressivement.

Cette voie se caractérisait, au moins au niveau des intentions déclarées, comme un compromis entre cadres et travailleurs, sous la conduite d'un parti garant de l'objectif

37. G. Duménil, D. Lévy, *Au-delà du capitalisme ?*, op. cit. note 3, ch. 5.

38. G. Duménil, D. Lévy, *ibid.*, ch. 5.

final, une forme décentralisée et démocratique du *cadro-socialisme*. Faut-il parler d'utopie — d'une manière générale, ou dans les conditions de l'URSS en particulier ?

Pour un certain nombre de raisons, la NEP fut abandonnée et Staline élimina Boukharine. Il instaura un *cadrisme étatique autoritaire* ou si l'on préfère, *bureaucratique*. Il n'est pas facile d'expliquer pourquoi les conditions économiques et les luttes politiques en URSS conduisirent à la victoire de cette option. On peut penser à l'arriération de la Russie, au poids de la paysannerie, à la faiblesse des cadres techniciens, à des erreurs commises par les bolcheviques, à la malignité de Staline, etc., mais le problème reste ouvert.

La nature du stalinisme a fait l'objet de nombreuses discussions³⁹. Notre interprétation se distingue aussi bien de celle de Trotski (la dégénérescence bureaucratique d'un état prolétarien) que de la thèse qui voit dans l'URSS stalinienne un capitalisme d'État, un capitalisme sans capitalistes. Trotski n'alla pas assez loin dans son analyse : pour lui la bureaucratie n'était qu'une "couche", rien n'était dit du rapport entre cadres et encadrés dans la production, et l'État demeurait prolétarien. La société soviétique stalinienne ne pouvait pas être caractérisée comme un capitalisme d'État. On y décelait un fonctionnement cadriste avancé dépassant les mécanismes du capitalisme. Il n'existait pas de contrainte de capital ; les objectifs étaient distincts de la maximisation du taux de profit, etc.

Les tentatives de réformes après la déstalinisation ont souvent été interprétées par référence à la rivalité entre technocrates et bureaucrates, les cadres spécialistes contre les cadres politiques et administratifs⁴⁰. Les cadres spécialistes tendaient par leur position dans les rapports de production à la mise en place d'un cadrisme non bureaucratique. Ils auraient pu échapper à la domination des cadres politiques et mener l'économie selon des choix et critères spécifiques, distincts de ceux du capitalisme. Cela n'impliquait, *a priori*, ni l'inefficience, ni un régime autoritaire (ni d'ailleurs la marche vers la société sans classes). Les gestionnaires de l'URSS étaient-ils moins performants que leurs homologues américains ? Dans l'affirmative, devaient-ils le rester ? Ne pouvaient-ils se plier à certaines règles de gestion assurant un usage rationnel des ressources ? Rien ne semblait justifier l'impossibilité de cette voie.

Concernant les formes du pouvoir politique, ne pouvait-on concevoir que la nouvelle classe dirigeante — cadres techniques et politiques, de l'administration et des entreprises — se donne sa démocratie interne et exerce le pouvoir par le jeu combiné de la domination idéologique, de la force répressive et des concessions, comme toute autre classe dominante ? Si les tensions sociales vis-à-vis des classes dominées et entre les fractions de classes dominantes restaient contenues dans certaines limites, rien ne s'opposait au jeu démocratique usuel des sociétés de classes (lorsqu'il existe). Que ce régime ait continué à se vêtir du costume prolétarien, c'était là une tendance dont Marx lui-même s'était gaussé à d'autres propos, mais qui ne devait pas empêcher la survie du système.

Deux questions restent cependant ouvertes, qui mettent toutes les deux en jeu le pouvoir d'attraction fascinant, et redoutable, de ce cadrisme étatique autoritaire. La première concerne l'explication de la victoire stalinienne ; la seconde, celle de l'échec des réformes.

39. J. Sapir, "Le débat sur la nature de l'URSS. Lecture rétrospective d'un débat qui ne fut pas sans conséquences", in Motamed-Nejad (éd.), *URSS et Russie. Rupture historique et continuité économique*, Paris : Presses Universitaires de France, 1997, p. 81-115.

40. S. Mallet, *Le Pouvoir ouvrier. Bureaucratie ou démocratie ouvrière*, Paris : Anthropos (1971) ; M. Lewin, *Political Undecurrents in Soviet Economic Debates. From Bukharin to the Modern Reformers*, Londres : Pluto Press (1975).

Conclusion

Comment, au terme de cette analyse, appréhender la question de la société sans classes ? Au-delà de la réaffirmation militante de la nécessité des luttes, qui n'impliquait pas un tel détour, peut-on dériver de ce qui vient d'être dit quelques principes généraux ? L'exercice est périlleux, et la modestie s'impose.

Peut-on, comme dans le *Manifeste*, tirer argument des transformations antérieures ? La transition entre le capitalisme et le cadrisme se joue sur les progrès de la gestion et de la socialisation portés par les cadres et employés. On peut faire l'hypothèse que le dépassement du cadrisme sera commandé — du point de vue de la dialectique des forces productives et des rapports de production — par la tension que créera la polarisation des tâches, par l'épuisement de son efficience historique. Viendra un moment où la séparation entre tâches d'initiative et d'exécution apparaîtra comme une entrave au progrès des forces productives, où les formes contemporaines de la relation entre l'expertise et le pouvoir deviendra contreproductive. En sommes-nous si éloignés ? La relation entre expertise et pouvoir n'est-elle pas déjà conflictuelle au sein de la classe des cadres dans le capito-cadrisme ? Mais il ne faut pas attendre de dépassement indépendamment de luttes anti-cadristes.

La polarisation des tâches entre cadres et encadrés possède, en effet, des caractères évidents d'auto-reproduction : le monopole du savoir se renforce par sa pratique, et nous savons qu'il se perpétue de lui-même d'une génération à l'autre au sein des couches sociales privilégiées. Les processus d'exclusion caractéristiques de nos sociétés contemporaines fournissent un exemple majeur d'une telle reproduction. Elle se prolonge dans la dégradation du système de formation ou plutôt dans sa dualité, dans la commercialisation de la culture et dans l'éradication des cultures populaires, minoritaires ou contestataires.

Le dépassement du cadrisme ne pourrait donc résulter que d'un combat continu, tendant à éviter cette reproduction de la polarisation cadriste, ce que certains désignent comme une lutte pour la démocratie dans tous les domaines. Ces luttes touchent aux processus décisionnels qui doivent associer de manière croissante des groupes plus étendus, au maintien de logiques de fonctionnement telles que celles des services publics et culturels, à l'évolution des revenus et aux inégalités qui conditionnent l'accès aux connaissances et à la culture, aux politiques en matière de formation, etc. Il n'y a guère à espérer que ces évolutions découlent d'une révolution culturelle venue d'en haut, car le capito-cadrisme et le cadrisme sont des sociétés de classe.

Ces perspectives posent également le problème des *variantes* du capito-cadrisme et du cadrisme qu'elles dessinent. Ces variantes ne sont clairement pas équivalentes, et là encore, les enjeux des luttes sont considérables. Le cadrisme étatique autoritaire stalinien n'a pas survécu à ses contradictions ; ce qu'on a nommé cadre-socialisme aurait peut-être pu commander ce mouvement, puisqu'il en intégrait le projet, mais la révolution en a-t-elle jamais accouché véritablement ? Quant aux voies issues du capitalisme, laquelle privilégier ? Le compromis keynésien laissait aux couches salariées un rôle non négligeable. Elle recelait donc un potentiel de progrès, notamment sur le plan du refus de l'exclusion, de la lutte contre l'inégalité, de la diffusion des connaissances, et possédait une certaine permissivité culturelle (susceptible d'expressions brutales). Elle avait aussi ses faiblesses, et ne put résister aux attaques de la finance dans la crise. La voie vers le cadrisme, sur

laquelle nous sommes désormais engagés, est celle à laquelle introduirait — bien malgré lui — le néolibéralisme. Elle offre des garanties aux classes dirigeantes : une transition plus douce et confortable pour les propriétaires, la perpétuation de leur statut privilégié pour les cadres.

Les conclusions de cette analyse se laissent donc résumer en quelques propositions simples : (1) le capitalisme n'est pas éternel et l'histoire continue ; (2) l'au-delà du capitalisme n'est pas nécessairement la société sans classes ; (3) les directions qui se dessinent sous nos yeux ne sont pas équivalentes du point de vue des trajectoires de très long terme. Affirmer la nécessité des luttes et apprécier leurs enjeux ne préjugent en rien de leurs formes à venir : pressions permanentes et patientes, accumulation réformiste des conquêtes, explosions plus brutales, etc. Toutes ces options sont ouvertes.

Références

- Amin S. 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris : L'Harmattan.
- Bihr A. 1989, *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, Paris : L'Harmattan.
- Burnham J. 1969, *L'ère des organisateurs* (1941), Paris : Calmann-Lévy.
- Chandler A.D. 1977, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Cambridge : Harvard University Press.
- Djilas M. 1957, *La nouvelle classe dirigeante*, Paris : Plon.
- Duménil G. 1975, *La position de classe des cadres et employés. La fonction capitaliste parcellaire*, Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Duménil G., Lévy D. 1996, *La dynamique du capital. Un siècle d'économie américaine*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Duménil G., Lévy D. 1998(a), *Au-delà du capitalisme ?*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Duménil G., Lévy D. 1998(b), "Keynésianisme américain et social-démocratie suédoise. Quels compromis ?", *Actuel Marx*, 23, p. 117-136.
- Duménil G., Lévy D. 1999, Structural Unemployment in the Crisis of the Late Twentieth Century : A Comparison between the European and US Experiences in R. Bellofiore (ed.), *Global Money, Capital Restructuring and the Changing Patterns of Labor*, Aldershot : Edward Elgar, p. 33-48.
- Galbraith J.K. 1969, *The New Industrial State*, Londres : Penguin Books.
- Kautsky K. 1969, *Le chemin du pouvoir* (1905), Paris : Anthropos.
- Lénine V. 1976, "Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises" (1918), *Œuvres*, tome 27, p. 337-370, Paris : Éditions sociales.
- Lénine V. 1977, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" (1916), *Œuvres*, tome 22, p. 201-327, Paris : Éditions sociales.
- Lew R. 1997, *L'intellectuel, l'État et la révolution*, Paris : L'Harmattan.
- Lewin M. 1975, *Political Undecurrents in Soviet Economic Debates. From Bukharin to the Modern Reformers*, Londres : Pluto Press.
- Mallet S. 1971, *Le Pouvoir ouvrier. Bureaucratie ou démocratie ouvrière*, Paris : Anthropos.
- Marx K. 1963, *La guerre civile en France 1871. Adresse du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs* (1871), Paris : Éditions sociales.
- Marx K. 1994, "Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte" (1852), *Œuvres IV, Politique I*, p. 431-544, Paris : La Pléiade, Gallimard.
- Marx K., Engels F. 1963, "Le manifeste communiste" (1848), *Œuvres, Économie I*, p. 157-195, Paris : La Pléiade, Gallimard.
- Olin Wright E. 1997, *Class Counts. Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Olsen G.M. 1992, *The Struggle for Economic Democracy in Sweden*, Aldershot : Avebury.

Roemer J.E. 1994, *Future for Socialism*, Londres : Verso.

Sapir J. 1997, Le débat sur la nature de l'URSS. Lecture rétrospective d'un débat qui ne fut pas sans conséquences in Motamed-Nejad (ed.), *URSS et Russie. Rupture historique et continuité économique*, Paris : Presses Universitaires de France, p. 81-115.

Trotsky L. 1975, "Rapport au 12^{ième} Congrès du PCbR" (1923), *La lutte antibureaucratique en U.R.S.S., Tome I*, p. 25-77, Paris : Union Générale d'Édition.

Weinstein J. 1968, *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Boston : Beacon Press.

Sommaire

Introduction	1
1 - La révolution programmée	4
1.1 La transition entre féodalisme et capitalisme	4
1.2 Antagonisme croissant et auto-émancipation du prolétariat	5
1.3 Ajustements et réformisme	7
2 - 150 ans de contradictions et de réformes	8
2.1 Tendances et contretendances. Contradiction et antagonisme	9
2.2 Quelques repères historiques	11
2.3 Progrès de la gestion et de la socialisation. Grandes conjonctures historiques	13
3 - 150 ans de mutation du capitalisme	15
3.1 La transformation des rapports de production	15
3.2 La nouvelle structure de classe et la domination capitaliste	16
3.3 Le capito-cadrisme : un nouveau stade du capitalisme. Le cadrisme	19
3.4 Les variantes du capito-cadrisme et du cadrisme. Les enjeux des conjonctures	19
4 - 70 ans de construction du socialisme	22
4.1 L'héritage capito-cadrisme	22
4.2 La transition à la Boukharine, le cadrisme étatique autoritaire stalinien	24
Conclusion	26
Références	28